



Montreuil, le 11 juin 2026

Visite du Président de la République à l'Hôpital Robert-Debré : Une parole non tenue et un profond mépris pour les personnels hospitaliers

À l'occasion de la venue du Président de la République à l'Hôpital Robert-Debré pour la pose de la première pierre de l'Institut du Cerveau de l'Enfant, les représentants des personnels de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris avaient sollicité un échange direct avec le Chef de l'État.

Cette demande avait fait l'objet d'échanges préalables avec les services de l'Élysée. Il nous avait été indiqué qu'une rencontre avec le Président de la République pourrait avoir lieu à l'occasion de ce déplacement. C'est sur la base de cet engagement que nous avons organisé notre présence et mobilisé les personnels.

Les représentants du personnel ont respecté l'ensemble des consignes qui leur ont été imposées. Pendant plusieurs heures, sous la pluie, avec un dispositif de sécurité exceptionnel, les militants et personnels présents ont attendu que l'engagement soit respecté.

Au final, le Président de la République a quitté les lieux sans recevoir les représentants des personnels trahissant ainsi son engagement : c'est un manque de considération inacceptable envers les personnels hospitaliers. Il nous a été proposé plus de deux heures après l'heure initialement prévue de rencontrer un conseiller spécial santé de l'Élysée.

Les personnels hospitaliers méritent d'être entendus directement par celles et ceux qui prennent les décisions.

Le Président de la République a refusé d'entendre que depuis plusieurs années, les budgets de la santé et de la Sécurité sociale sont de plus en plus restrictifs ce qui fragilisent durablement l'hôpital public alors même que les budgets militaires ne cessent d'augmenter : 36 milliards ajoutés à la loi de programmation militaire d'ici à 2030.

Il a refusé d'entendre que les personnels travaillent dans des conditions extrêmement difficiles, avec des effectifs insuffisants et des moyens qui ne permettent plus de répondre correctement aux besoins de la population. Il a refusé d'entendre la colère des collègues de la fondation Vallée où 60 lits de pédopsychiatrie ont été fermés en Mars.

Il a refusé d'entendre la colère des collègues de la fondation Croix Saint-Simon où 1.800 emplois sont menacés dès la rentrée de septembre.

Chaque jour, des lits restent fermés faute de personnel ou de financements adaptés, aggravant la saturation des services et la dégradation des conditions de prise en charge des patients. Les soignants continuent pourtant d'assurer leurs missions avec professionnalisme et dévouement. C'est cette réalité que nous voulions porter directement au Président de la République, et nous resterons déterminés à défendre l'hôpital public et celles et ceux qui le font.

Nous exigeons désormais qu'une rencontre soit organisée dans les plus brefs délais avec le Président de la République et la Ministre de la Santé afin que les représentants des personnels puissent porter directement leurs revendications et leurs propositions pour l'avenir de l'hôpital public.

Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

Responsable Communication - Jérémie Prigent : 06 51 86 19 97 / Case 538 - 263 rue de Paris - 93515 Montreuil CEDEX